

France

MOBILISATION DES AGRICULTEURS CONTRE LA BAISSSE DU PRIX DU LAIT

Dépôt de "caddies" en préfecture, blocages des routes, déversement de lisier, traite de vache... De nombreuses manifestations de producteurs se sont déroulées mardi dans plusieurs villes en France pour protester contre la baisse du prix du lait.

LES producteurs dénoncent l'effondrement du prix de 30% auquel les industriels leur achètent leur lait, par rapport à avril 2008, selon les calculs de la Fédération nationale des producteurs laitiers (FNPL, émanation de la FNSEA).

Effondrement du prix de lait de 30% en un an

A Bourg-en-Bresse, des agriculteurs ont déposé dans la nuit de lundi à mardi quelques 3.000 chariots de grandes surfaces devant la préfecture de l'Ain. Des représentants des grandes surfaces, incapables de recevoir correctement leur clientèle à l'ouverture, faute de chariots, ont dû se déplacer mardi devant la préfecture pour les récupérer. Selon le Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA), près de 400 agriculteurs ont participé à cette opération.

Des manifestations partout en France

Dans le Nord/Pas-de-Calais, des producteurs ont trait mardi matin deux vaches devant la préfecture à Lille après avoir "réveillé" le préfet avec avertisseurs et pétards. A Boulogne-sur-Mer, les agriculteurs ont sillonné la ville toute la matinée, avec des remorques chargées de lisier, alors qu'à Douai, une cinquantaine d'agriculteurs ont également "réveillé" puis



rencontré le sous-préfet avant de manifester devant une grande laiterie. Des manifestations ont également eu lieu à Cambrai et Valenciennes. Des manifestations se sont aussi déroulées dans plusieurs villes de l'ouest, notamment à Saint-Lô, Rennes, Alençon et Vire. A Saint-Lô, près de 600 producteurs, selon la police, 1.500 à 2.000, selon les syndicats, se sont rendus peu avant 06H30 à la préfecture au son des tirs utilisés pour

effrayer les étourneaux. Le cortège comprenait environ 80 tracteurs et tonnes à lisier. Après avoir quitté le centre-ville, les manifestants ont dressé des barrages sur la N174, bloquant la circulation. A Rennes, entre 300 et 400 producteurs se sont rassemblés vers 5H00 devant la préfecture où une délégation a été reçue. A Alençon, environ 300 agriculteurs se sont retrouvés devant la préfecture qui a notamment fait l'objet de jets de farine et d'œufs. A la Roche-sur-Yon, environ 300 manifestants se sont rassem-

blés avec des tracteurs. Ils ont brûlé des pneus et organisé sur place un petit déjeuner. En préambule à cette journée d'action à l'appel de la FNSEA, et avant de nouveaux rassemblements, plusieurs manifestations s'étaient déroulées dès lundi soir.

"Une autre politique laitière européenne"

De son côté l'Organisation des producteurs de lait (OPL) et l'European Milk Board (EMB) a appelé à manifester lundi prochain à Bruxelles pour exi-

ger "une autre politique laitière européenne". "Les producteurs de lait européens iront à Bruxelles dire leur désarroi aux ministres de l'Agriculture des Etats membres de l'Union européenne réunis ce jour, et ils exigeront une autre politique laitière européenne", écrivent l'OPL (syndicat minoritaire de producteurs laitiers en France) et l'EMB (syndicat européen). "Le prix du lait payé aujourd'hui aux producteurs est de 20 à 25 centimes du litre, bien en dessous des coûts de production et les prix des produits laitiers pour les consommateurs ne sont pourtant pas en baisse", dénoncent-ils. "Les producteurs européens iront donc manifester et renouvelleront leur demande d'une régulation de la production par une gestion souple des quotas, afin de garantir un juste prix de 40 centimes par litre", poursuivent-ils.

Pour sa part, la Confédération paysanne a appelé les producteurs du Grand Ouest à se réunir à Rennes le 25 mai. En Allemagne, des productrices ont observé une grève de la faim de mercredi à dimanche pour obtenir un "sommeil" sur le lait. L'effondrement des prix du lait, qui touche de nombreux pays d'Europe, a relancé au sein de l'Union européenne la controverse sur le bien-fondé du relèvement de 1% par an des quotas laitiers et de leur suppression à l'horizon 2014/2015 décidés en novembre 2008 par les pays européens.

REFLUX DE LA MOBILISATION UNIVERSITAIRE

Les universités parisiennes en pointe de la contestation universitaire depuis quatre mois, dont l'emblématique Paris-IV Sorbonne, ont voté mardi dans la douleur le déblocage, pour permettre la tenue des examens, mais six autres dans le pays restent bloquées.

A l'issue d'une assemblée générale houleuse, enseignants, étudiants et personnels de Paris-IV ont voté la reprise des cours à partir de lundi prochain et la tenue des examens dans la semaine du 22 au 26 juin, comme l'avaient décidé auparavant la direction de l'université et ses trois conseils. "Les sujets et questions posées (lors des examens) devront porter sur les contenus des cours et travaux dirigés effectués dans des conditions normales d'enseignement", ont décidé ces conseils. Quelques heures auparavant, l'AG de Paris-I Tolbiac avait voté le déblocage dans des termes similaires, tandis que celle de Paris-III avait entériné le déblocage mais jusqu'au 3 juin et les examens dès la semaine prochaine.

Des décisions prises dans la douleur

Ces décisions, notamment à Paris-IV Sorbonne, bastion du mouvement universitaire dont le président Georges Molinié est lui-même un opposant aux réformes gouvernementales, ont été prises dans la douleur. La direction n'a entériné la session d'examen que parce que les solutions alternatives envisagées se sont "heurtées au refus de l'administration ministérielle", selon les conseils. Dans une motion approuvée à la quasi-unanimité, ceux-ci ont "condamné avec la plus grande fermeté les attaques indignes" dont Georges Molinié "fait l'objet depuis plusieurs jours" et qui "portent atteinte à l'institution universitaire elle-même". Interrogé à ce sujet, l'entourage de la ministre Valérie Pécresse a expliqué que celle-ci avait demandé aux rec-

teurs de "rappeler la loi et le Code de l'éducation, à savoir qu'il n'y a pas de diplômes sans examen ni rattrapage", mais aussi d'aider les universités à organiser des cours et des examens, notamment en trouvant des locaux. Parallèlement, personnels et étudiants de Paris-III ont voté la tenue des examens la semaine prochaine, mais en débloquent l'université seulement jusqu'au 3 juin et en exigeant toujours le retrait des "réformes incriminées".

La contestation qui dure depuis seize semaines ne paraît pas stoppée

Si ces décisions éclaircissent à Paris l'horizon de milliers d'étudiants quant à la tenue de leurs examens, la contestation qui dure depuis seize semaines ne paraît pas pour autant stoppée, et il n'est pas encore certain que les examens se tiennent dans tout le pays. Six universités restent en partie bloquées, tandis que dans une poignée d'autres (Grenoble-III, Paris-X, Lyon-II) les modalités des examens sont en discussion. "Point fort" de la contestation, selon le ministère de l'Enseignement supérieur, Toulouse-II Le Mirail reste ainsi bloquée, à l'instar de certains départements des universités d'Aix-Marseille-I, Amiens, de Caen, Nancy-II et Reims. Les facultés concernées sont en général celles de lettres et sciences humaines. A l'inverse, les universités de Lille-III et Saint-Etienne ont été débloquentes en début de semaine. Quant à Montpellier-III, une alerte à la bombe, qui s'est révélée sans fondement, avait entraîné lundi après-midi l'évacuation du campus.

RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AUX 74 GAZIERS ET ELECTRICIENS «RAFFLÉS»

Vendredi à l'appel de la CGT, près de 200 personnes se sont rassemblées devant le siège du patronat du gaz, à Paris, pour protester contre le traitement infligé aux 74 syndicalistes placés en garde à vue jeudi.

REVENDIQUANT l'arrêt des externalisations, la pérennité des emplois et l'augmentation de leur salaire de 5 % ainsi qu'une prime de 1500 euros dans le cadre d'un accord de branche - chiffres et revendications à mettre en rapport avec, en 2008, les 4,5 milliards d'euros de bénéfice net d'EDF dont 65 % ont été directement empochés par les actionnaires et les 6,5 milliards d'euros de bénéfice net de GDF-SUEZ (+13%) dont 74% ont été versés en dividendes -, les salariés de l'énergie sont mobilisés depuis maintenant plus de deux mois. A l'origine du mouvement, une série d'acquisitions salariales arrachées par la lutte dans des filiales de l'ex-EDF-GDF ainsi que l'explosion de colère des agents à l'annonce d'augmentations spectaculaires des «salaires» de leurs dirigeants - passant de 760 000 à 900 000 euros en 2008 pour Pierre Gadoneix, Pdg d'EDF (+30% en 2007 et +25% en 2008) et de 460 000 à 1 300 000 euros la même année pour le vice-président de GDF-Suez, Jean-François Cirelli (+180%).

Plus de deux mois de mobilisation

Vendredi à l'appel de la CGT, suite à la «raffle» de 74 syndicalistes placés en garde à vue jeudi, près de 200 personnes se sont rassemblées devant le siège du patronat du gaz, à Paris, pour protester contre ce qui apparaît comme une tentative d'intimidation du mouvement social. Les manifestants, dont certains élus du Parti communis-

ta, étaient rassemblés devant le siège de l'Unémig (Union nationale des employeurs de l'industrie gazière), rue de Courcelles (VIIIe arrondissement), où des dégradations auraient été commises jeudi selon la police et le patronat, à environ un kilomètre du lieu où les interpellations ont été effectuées le soir-même, selon la CGT. La CGT a démenti toute dégradation dans les locaux de l'Unémig, où des salariés avaient tenté de rencontrer des responsables du patronat. Les salariés arrêtés le soir avaient été emmenés dans différents commissariats de Paris.

«Certains d'entre nous ont été traités comme on traite des voyous»

"Certains d'entre nous ont été traités comme on traite des voyous dans les commissariats, et même comme des trafiquants de drogue", avec "deux secrétaires généraux mis à nu dans des positions que je ne nommerais pas", a dénoncé Patrick Picard, secrétaire général de l'Union départementale CGT. Prenant le micro sous la pluie, dans une rue barrée par des véhicules EDF, Thierry Chevallier, coordinateur de la CGT-énergie pour l'Ile-de-France, a raconté sa garde à vue dans un commissariat parisien, et estimé que d'autres syndicalistes s'étaient sentis "violés" par les conditions de leur garde-à-voir dans un autre commissariat. Dans le commissariat du XIème arrondissement, "les policiers qui étaient en face de nous étaient solidaires, et bien sûr leur attitude a été complètement différente, même si les procédures étaient les mêmes", a-t-il précisé. Le syndicaliste a précisé les condi-

tions de leur interpellation rue de Vienne, où se tenait une manifestation, bien après leur sortie du siège de l'Unémig. Les responsables syndicaux étaient d'abord "montés dans les étages" de l'Unémig, rue de Courcelles, et faisant "le constat qu'il n'y avait personne", étaient sortis, puis allés "voir directement les policiers" présents, pour décliner leurs identités, a-t-il expliqué. "Nous leur avons indiqué (...) qu'on leur rendait les locaux, à part quelques feuilles de papier qui traînaient par-ci, par là, dans l'état dans lequel nous les avions trouvés", a-t-il affirmé. "Nous avons, après, indiqué à ces policiers que nous nous rendrions ensuite au 23 rue de Vienne, afin de pouvoir disloquer la manifestation", a-t-il ajouté. "C'est ce que nous avons fait et au moment de la dislocation, c'est là que des compagnies de CRS nous sont tombées dessus, nous ont encerclés" et interpellés, a précisé le responsable syndical.

Les limites ont vraiment été dépassées !

Réagissant à ces interpellations, Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF les a sévèrement condamnées. «Cette fois les limites ont vraiment été dépassées !, a-t-elle déclaré. Après les sanctions contre les salariés en lutte, c'est face à une véritable répression d'Etat que nous nous trouvons aujourd'hui. Cette utilisation de la force est inadmissible et de mauvaise augure pour la suite des mouvements. Je tiens à apporter de nouveau toute ma solidarité aux agents de l'énergie en lutte et à appuyer mon soutien à leurs justes revendications.»